

**Atelier Stratégique OSC sur la mise en œuvre de l'EPU**

**2 juillet 2017, Khémisset, Maroc**

# **Charte déclarative pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU**

La situation des droits humains au Maroc a été revue pour la troisième fois le 2 mai 2017 dans le cadre de l'Examen Périodique Universel (EPU) des Nations Unies à Genève. L'Etat du Maroc a reçu 244 recommandations EPU qu'il devra mettre en œuvre d'ici le prochain EPU en 2022 pour l'amélioration de la situation des droits humains.

Les Organisations de la société civile participent pleinement à la mise en œuvre des recommandations issues de ce mécanisme. Le succès de leur participation dépend de leur capacité et de la possibilité à suivre les recommandations de l'EPU, et à engager des actions en partenariat avec le gouvernement.

Afin d'explorer toutes les possibilités de coopération entre les différentes parties prenantes impliquées dans le processus EPU au Maroc, des OSC (copie en annexe) ont mené des réflexions quatre jours durant. Elles ont ainsi réfléchi aux voies et moyens pour se familiariser avec l'EPU et ses recommandations, ainsi que pour convenir des synergies et stratégies à développer dans ce sens. Elles ont notamment discuté en groupes thématiques (Droits des femmes ; droits de l'enfant ; droits civils et politiques ; droits économiques, sociaux et culturels ; et groupes en situation vulnérable) des différentes recommandations reçues par le Maroc. Le groupe des OSC signataires est ouvert à toute OSC marocaine poursuivant des buts similaires.

A l'issue des travaux dudit atelier, et sur la base des recommandations formulées à l'endroit de l'État marocain dans le cadre de l'EPU, les participants s'engagent à mener les actions suivantes :

- Collaborer entre eux dans le cadre du troisième EPU du Maroc ;
- Se rencontrer régulièrement afin de discuter de l'avancée de la mise en œuvre des recommandations de l'EPU ;

- Diffuser les recommandations issues du troisième EPU du Maroc auprès des différents publics cibles ;
- Organiser des formations sur l'EPU ;
- Mener des activités de plaidoyer auprès des ministères concernés, des parlementaires, des autorités compétentes, des ambassades, *etc.*;
- Lancer des campagnes de sensibilisation auprès de la population; et
- Mener des recherches sur les thématiques des recommandations afin d'assurer une meilleure connaissance de ces droits.

Les avancées réalisées par le gouvernement marocain seront dûment reconnues par les signataires de la présente charte. Ceux-ci s'engagent à collaborer avec l'État dans la promotion des droits humains et la mise en œuvre des recommandations EPU.

Par le biais de cette charte déclarative, les signataires décident de poursuivre leur travail sur les recommandations EPU de concert avec tous les partenaires intéressés par le processus.

Adoptée à Khémisset, le 2 juillet 2017

## Annexe: Liste des ONG

- Association « Akaliat » Minorités
- Association d'Alternatif culturel
- Association des Marocains Victimes de l'Expulsion Arbitraire de l'Algérie
- Association Marocaine des Femmes Progressistes
- Association Lumière sur l'Emigration au Maroc
- Association Marocaine des droits Humains
- Association Marocaine de l'Education de la Jeunesse
- Association Marocaine de Journalisme d'Investigation
- Association Nationale des Jeunes Avocats au Maroc
- Association Marocaine de Planification Familiale
- CEFA
- Clinique Juridique Hijra
- Coalition Marocaine des Instances des Droits Humains
- Coalition pour le Droit à la Santé
- Coordination Maghrébine des Organisations des Droits de l'Homme
- Collectif Action Verte
- Collectif Régional de l'Environnement et de Développement Durable à Souss Massa
- Ensemble contre la peine de mort (ECPM)
- Fédération Nationale des Associations Amazighes
- Forum Béni Zoli pour le développement et la communication.
- Forum des Femmes au Rif
- Freedomnow
- Initiatives pour la Protection des Droits des Femmes
- Institut Agora pour la Démocratie
- Instance Marocaine des Droits Humains
- Institut Prometheus
- Les mains solidaires pour le Droit à la Dignité et la Citoyenneté
- Ligue Marocaine pour la Défense des Droits Humains
- Mouvement Alternatif pour les libertés individuelles
- Mouvement Tofola Chaabia
- Observatoire Dades
- Obsevatoire du Sahara pour la Paix et la Démocratie et les Droits Humains
- Observatoire Marocain des Prisons
- Observatoire National des Droits de l'Electeur
- Organisation pour les Libertés d'Information et d'Expression - OLIE
- Plateforme nationale pour la protection des Migrants
- Racines
- Réseau Amazigh pour la citoyenneté – Azetta
- Réseau d'ONG de Protection des Droits des Enfants Vulnérables
- Réseau Jonction pour le droit au Travail
- Réseau Marocain pour la défense des biens Publics
- Syndicat des Avocats au Maroc
- Transparency Maroc
- Union Démocratique des Jeunes
- Voix de la Femme Amazigh